

ANNUAIRE
DE L'EHESS

Annuaire de l'EHESS

Comptes rendus des cours et conférences

2005

Annuaire 2003-2004

Société, pouvoirs et processus politiques dans la Chine du XX^e siècle

Yves Chevrier et Xiaohong Xiao-Planes



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/annuaire-ehess/16838>

ISSN : 2431-8698

Éditeur

EHESS - École des hautes études en sciences sociales

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2005

Pagination : 223-228

ISSN : 0398-2025

Référence électronique

Yves Chevrier et Xiaohong Xiao-Planes, « Société, pouvoirs et processus politiques dans la Chine du XX^e siècle », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], | 2005, mis en ligne le 15 mars 2015, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/16838>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

EHESS

Société, pouvoirs et processus politiques dans la Chine du XX^e siècle

Yves Chevrier et Xiaohong Xiao-Planes

Yves Chevrier, *directeur d'études*

Histoire politique de la Chine au XX^e siècle : nouvelles orientations de la recherche

- 1 AU cours du séminaire de l'an dernier ont été jetées les bases méthodologiques d'une histoire politique renouvelée du XX^e siècle chinois : une histoire qui ne serait plus Indexée sur le « grand récit » de la Révolution couplé à celui de l'occidentalisation, mais qui n'en serait pas pour autant ramenée à la longue durée, c'est-à-dire privée d'espace historique propre. Les rythmes continus de l'histoire sociale et de l'histoire économique, comme ceux de l'histoire culturelle et de l'histoire intellectuelle, échappent au cadre du siècle, même élargi afin d'inclure la période postérieure aux guerres de l'Opium (années 1860-1890). Les constructions politiques modernes s'enchaînent dans une temporalité propre qui spécifie leur identité et leur chronologie face à la profondeur historique comme au regard du contexte occidental. Dans cette perspective, le temps séculaire de l'histoire politique moderne apparaît comme encadré par deux moments d'institution politique de la société : aux réformes institutionnelles de la « Nouvelle Politique » (*Xin zheng*, 1901-1911) répondent, depuis la fin des années 1970, les évolutions constatables à Taiwan et sur le continent.
- 2 Le moment du début du siècle est une redécouverte récente de l'historiographie. Longtemps tenu dans l'ombre de la révolution de 1911-1912, le *Xin zheng* apparaît comme un tournant dans la formation de l'État moderne si l'on rapproche du programme institutionnel gouvernemental la construction d'un espace politique progressivement institué autour des activités des notables provinciaux. Au cours de ces

dix années, l'ordre impérial, tissé de liens plus ou moins distendus et institutionnalisés avec les groupes sociaux et les territoires, fait place à une structure moderne reposant sur la reconnaissance de corps sociaux dont la place est fixée dans l'architecture des institutions. Xiaohong Xiao-Planes, qui a étudié cette transition à travers les activités publiques des notables de la province du Jiangsu, a montré comment cette dynamique, loin de miner l'empire (L. Bianco), le renforça de manière significative, avant de se briser dans un conflit (1909-1911) opposant Pékin et la dynastie aux provinces et aux constitutionnalistes. Auparavant, les réformes apportent des solutions à des problèmes anciennement repérés par l'administration au niveau de la gestion locale ainsi qu'à la question de la redéfinition de l'autorité (le programme « constitutionnel » avant la lettre tel que l'analyse Philip Kuhn). Luca Gabbiani (doctorant, auteur d'une thèse sur le *Xin zheng* dans l'administration pékinoise) a exposé cette problématique dans le cadre du séminaire parallèle à celui-ci consacré à l'histoire de la société urbaine au XX^e siècle.

- 3 Cette approche nous a conduits à reformuler la question de l'échec. L'effondrement de la dynastie, privée du soutien des notables à partir de 1909, s'explique aisément par la dynamique du nouvel espace politique. La révolution et la République parlementaire (1912-1913) apparaissent comme une étape de son institutionnalisation. Mais la dictature de Yuan Shikai (1913-1916) ne fait que retarder de quelques années le phénomène essentiel : la déliquescence de cet espace politique. Nous avons proposé de l'expliquer, au-delà des circonstances (et de la construction anti-Qing du nationalisme étudiée l'an dernier), par des faiblesses structurelles. Au lieu de pointer celles de la société urbaine (la vieille question de la révolution « bourgeoise »), il semble utile de s'interroger sur les conditions de sa formation. Cet espace ne résulte pas d'un affrontement des notables avec le pouvoir, ni d'une séparation de deux sphères qui seraient celle de la société et celle de l'État (dans la réitération classique et vaine du paradigme de la société civile). Les notables « activistes » qui s'emparent des nouveaux espaces publics et les dotent d'un discours et de pratiques proprement politiques envisagent d'autant moins de rompre avec l'État que le champ politique qu'ils ouvrent n'existerait pas sans des liens et des réseaux dont l'architecture doit encore beaucoup à l'organisation impériale, entendue au sens large de la classification sociale et de l'ordonnement d'univers sociaux territorialisés tout autant qu'à celui, plus classique, du contrôle direct ou indirect des normes et des groupes sociaux enclavés.
- 4 La clé de l'évolution est donc à chercher non pas du côté de la société (ou des idées, dans une opposition tradition-occidentalisation), mais bien dans une histoire de la formation étatique faisant apparaître le caractère interstitiel des espaces investis par les notables provinciaux. L'espace politique qu'ils finissent par constituer est composé de champs de pouvoir territorialisés, auxquels il se réduit lorsque disparaît la superstructure impériale qui les unifiait. Ce positionnement, dont il convient de repérer une évolution en temps court, effet de la territorialisation accentuée de l'empire au sortir des crises du XIX^e siècle et de la contextualisation occidentalisante du discours politique, explique et la volonté (non révolutionnaire) qu'eurent les notables de sortir des interstices en institutionnalisant les liens qui les unissaient à l'État, et l'échec de cette tentative, dès lors que le tissu interstitiel ne put se substituer durablement, surtout à l'échelle qui avait été celle de l'empire, aux lignes de force qui le contenaient.
- 5 La subsidence originaire de l'espace politique moderne détermine une relation entre l'Ancien régime et la révolution qui spécifie la trajectoire politique du siècle. Il est

impossible de résumer ici les conséquences de cet échec. Nous les avons suivies pas à pas, notamment dans l'histoire de la démocratie (dont les linéaments ont été exposés au séminaire de Pierre Rosanvallon), avant d'en venir au nouvel épisode d'institution de la société qui marque le moment contemporain. Depuis la fin des années 1970, à Taiwan, le processus de « taiwanisation » et de démocratisation voulue par le pouvoir exogène et dictatorial du Guomindang a conduit à la mise en place d'un espace politique centré sur l'île, dont la société insulaire a pris le contrôle et auquel elle a imprimé ses propres représentations de l'identité nationale. Ce phénomène doit donc s'interpréter comme une bifurcation dans l'histoire de l'État-nation et de la démocratie en Chine plutôt que comme un aboutissement. Sur le continent, le processus postrévolutionnaire a moins progressé. Il ne s'ensuit pas que les structures de l'État soient été gelées. Un processus de reconnaissance des groupes sociaux, des normes et des pratiques liées à l'extérieur social, dont le régime a permis la reconstitution (et le renforcement au cours des années 1990, en décollectivisant les villes), est en cours à travers la mise en forme d'un champ juridique et d'espaces dévolus à l'initiative sociale. Comme le pouvoir reste attaché à son autodéfinition tout en laissant se développer cet extérieur, plus ou moins institutionnalisé, la réactivation d'une structure distendue l'emporte sur l'État-nation moderne. Cette divergence entre la forme de l'État et son projet nationaliste est-elle l'effet d'une structure transhistorique ? Notre hypothèse est que l'après-révolution est un moment spécifique (et non définitif) de l'histoire politique : il faut expliquer la structure par l'événement et non l'inverse.

- 6 Plusieurs séances ont été consacrées à l'analyse et à l'évolution prévisible de cet épisode, que l'on peut situer, par comparaison avec la trajectoire française, du côté du « juste milieu » des années 1830-1840. Cette enquête sera poursuivie l'an prochain, en particulier sous l'angle des codifications juridiques de la vie publique à travers une histoire des constitutions et du constitutionnalisme.

Publication

- « Manger ou ne pas manger des tartines avec Shakespeare, ou comment hériter de la modernité ? », dans *Écrire au présent. Débats littéraires franco-chinois*, A. Curien (éd.), Paris, Éditions de la MSH, 2004, p. 251-260.

Yves Chevrier, directeur d'études et Xiaohong Xiao-Planes, maître de conférences à l'Université Paris-X

Nouvelles recherches d'histoire sociale dans la Chine du XX^e siècle : la question de la société urbaine

- 7 Si l'histoire sociale occupe une place de choix dans l'historiographie du XX^e siècle chinois, l'histoire urbaine, à l'exception du pôle shanghaien, n'a pas reçu l'attention qu'elle méritait. Il est vrai que les villes se laissent difficilement saisir dans la réalité sociologique, économique et politique du siècle. Nœuds de réseaux influents et structurants en dépit de leur enclavement dans l'empire tardif, porteuses d'une greffe moderne à la fin du XIX^e siècle, elles ne suffirent pas à assurer le développement du pays dans la première moitié du XX^e siècle et subirent, sous Mao Zedong, une éclipse dont leur développement actuel souligne l'ampleur. Après un exposé de la

bibliographie par Xiao-Planes, Y. Chevrier a rappelé les évolutions en longue durée à partir de l'historiographie. Les modèles généraux fondés soit sur les particularités de la stratification sociale (absence ou présence d'une bourgeoisie), soit sur la prépondérance de l'État bureaucratique, ont été critiqués. L'histoire urbaine plus récente ayant mis l'accent sur les contextes locaux, il est devenu possible de reprendre certains de ces éléments – à la suite des perspectives ouvertes par G. W. Skinner et, pour l'époque Song, par C. Lamouroux – sous l'angle de la gestion et du contrôle des territoires. À la territorialisation des axes du pouvoir qui marque la fin de l'empire Qing correspond la montée en puissance des élites urbaines, mais suivant une trajectoire qui aboutit à la politisation d'espaces interstitiels plutôt qu'au surgissement d'une société civile face à l'État (cf. le compte rendu du séminaire parallèle à celui-ci). À cette mise en perspective d'espaces de la société et de la politique différenciés, imbriqués et hiérarchisés qui marquaient les évolutions de la fin de l'époque prémoderne au niveau des villes et des élites urbanisées, ont répondu des interventions centrées sur les acteurs sociaux, les institutions, l'espace et les politiques de la ville dans la durée spécifique du XX^e siècle. Témoins de recherches orchestrées dans le cadre du CECMC, ces exposés ont mis en œuvre des éclairages disciplinaires complémentaires – géographie, sociologie, histoire, économie.

- 8 T. Sanjuan (Paris-I) a restitué à la géographie et à la géopolitique interne de la Chine des réformes les restructurations qu'entraîne l'explosion urbaine d'aujourd'hui. Organismes de territoires tout autant qu'acteurs de réseaux, les pouvoirs urbains, mais aussi la réalité spatiale des villes et les nouvelles élites urbaines, participent d'une recomposition générale qui est loin d'être égalitaire, rationnelle et harmonieuse, mais qui situe dans une perspective centripète plutôt que centrifuge l'essor urbain, surtout celui des grands pôles, en dépit des déséquilibres et des cloisonnements qu'il entraîne. Isabelle Thireau (CNRS) a analysé, à travers la sociologie des migrations internes, l'effacement progressif et souvent problématique de l'ordre statutaire imposé par le maoïsme ainsi que la construction de nouveaux ordres normatifs. La gestion des migrants à Nanning, exposée par Martine Raibaud (Université de La Rochelle) a précisé cette problématique sur un exemple précis, situé en dehors de la frange côtière.
- 9 Après ces approches contextuelles, la structuration de l'espace urbain proprement dit a été abordée sous divers angles : par L. Gabbiani à propos des réformes de l'administration pékinoise au début du XX^e siècle (cf. le séminaire parallèle, déjà évoqué), tandis que Delphine Spicq (doctorante) l'étudiait, toujours en perspective historique, à travers la gestion de l'eau à Tianjin dans les années 1930. Revenant à la période contemporaine, Françoise Ged a analysé la politique du patrimoine urbain, Hu Xinyu (Université de La Rochelle) et Jean-François Huchet (Rennes-II) ont mis en évidence l'articulation entre les politiques de réforme et l'action des acteurs urbains en étudiant, respectivement, la résurrection du commerce et de l'entreprise non étatiques à Wuhan et la restructuration des entreprises d'État. Celle-ci fait apparaître un dispositif majeur des réformes pilotées par Deng Xiaoping : la stratégie de contournement mise en évidence par Y. Chevrier dans les années 1980. Si les entreprises urbaines d'État ont pu se transformer rapidement en agents économiques grâce à la déplanification, les fonctions sociales qu'elles exerçaient sous le maoïsme et qui structuraient le monde du salariat urbain en distribuant (inégalement) des ressources et des privilèges, furent soigneusement (et prudemment) préservées jusqu'au cœur des années 1990. Dans le même temps, les réformes rurales et

l'étoffement du secteur non étatique dans les villes (d'abord en Chine du Sud, dont les villes avaient été moins « socialisées ») créaient un nouvel environnement socioéconomique à partir duquel il devint possible (après 1995) d'opérer progressivement la liquidation du salariat urbain et de la ville socialiste.

- 10 Il ne faut pas chercher bien loin pour trouver le « modèle » de ce dispositif : la trajectoire d'une révolution ayant contourné les villes pour s'enraciner dans les campagnes. L'histoire sociale des villes, durant cette période révolutionnaire (au sens large : des années 1910 aux années 1930), n'en livre pas moins l'image de milieux sociaux et politiques qui furent loin d'être inertes, selon leurs itinéraires propres. Alain Roux (INALCO) a rappelé celui des syndicalistes urbains en relation avec la constitution progressive d'une société ouvrière qui finit par prendre de l'épaisseur tout en se détachant des structures d'encadrement et des politiques résiduelles ou restauratrices des communistes. À l'échelle aussi de l'échiquier chinois dans son ensemble, F. Kreissler a repéré le déplacement des lignes de force urbaines durant la Seconde Guerre mondiale. À la suite de travaux exposés au cours de séminaires antérieurs, deux mises au point ont permis d'approfondir nos connaissances sur les mécanismes sociaux et politiques de l'emprise communiste sur la société shanghaienne : celle de M^{me} Xiao-Planes s'est attachée à démêler le faisceau des interactions entre la bourgeoisie d'affaires, la société secrète de la Bande verte et le pouvoir au cours des années 1930 (sous la domination du gouvernement de Nankin), tandis que M^{me} Wang Ju (CECMC) abordait la transition de la phase révolutionnaire à celle de l'exercice du pouvoir à propos des relations entretenues par les entrepreneurs shanghaiens avec le nouveau régime, entre 1949 à 1952. Laurent Galy (INALCO) a résumé et enrichi les résultats de la recherche qu'il poursuit hors des eaux shanghaiennes, dans une présentation synthétique consacrée aux processus de la politisation à Tianjin de 1900 à 1937. Ces approches d'histoire sociale et d'histoire sociale de la politique ont pris pour objet des acteurs individuels (les activistes de Tianjin, par exemple), des réseaux ou des structures, tout en accordant une large place, comme celles des autres participants, à la composante spatiale de la société urbaine et des ordres politiques qui ont encadré les villes, ou dont elles ont pu être l'élément structurant – ce qui semble être de nouveau le cas aujourd'hui à l'échelle du territoire chinois (continental) dans son ensemble.

INDEX

Thèmes : Histoire, Histoire et civilisations de l'Asie